

L'ÉQUITABLE

BULLETIN DE LIAISON DE L'ASSOCIATION

« VAR ÉQUITABLE »

98, avenue Victorine 83000 TOULON (tél. 04 94 42 24 35) - courriel : contact@var-equitable.org



98, avenue Victorine 83000 TOULON
Tél. 04 94 42 24 35 contact@var-equitable.org
www.var-equitable.org

n°61
décembre 2009

Sommaire

Éditorial : Pour des fêtes joyeuses !	P.2
<u>La vie de VAR ÉQUITABLE</u>	P.3
Des nouvelles de nos adhérents :	P.3
• Dracénie Solidarités	P.3
• Une adhérente du bout du monde	P.3
<u>Trucs en vrac :</u>	P.4
• 14 collectivités deviennent "territoires de commerce équitable"	P.4
• De bons exemples	P.4
• Une campagne du collectif <i>Éthique sur l'étiquette</i>	P.4
• Dérèglement climatique : les acteurs du commerce équitable s'engagent	P.5
• La polémique continue	P.5
<u>Revue de presse</u>	P.6
• Colombie : la fièvre de l'or équitable	P.6
• L'idée d'un "salaire équitable" mondial gagne du terrain	P.7
• Quel avenir pour le commerce équitable ?	P.7
Agenda	P.8

Éditorial

Pour des fêtes joyeuses

Certains s'étonneront que l'on puisse envisager des fêtes joyeuses dans le contexte actuel et crieront à la provocation.

Certes, je sais qu'il y a la crise, je sais qu'il y a le chômage. Je sais que l'époque est lourde de menaces, qu'il y a les guerres, le terrorisme, le réchauffement climatique et la dégradation continue de notre environnement. Je sais même qu'il y a la grippe H1N1. Je sais que le monde n'est pas toujours très beau et que l'homme n'est pas toujours exemplaire ; que des footballeurs utilisent parfois leurs mains autant que leurs pieds, que des traders touchent des bonus scandaleux, que des potentats grotesques et corrompus s'enrichissent sur le dos de leurs peuples, que des groupes transnationaux continuent d'exploiter des petits producteurs au Nord comme au Sud. Je sais que le cap du milliard de personnes souffrant de la faim dans le monde vient d'être franchi.

Mais je sais également que le verre à moitié vide est aussi à moitié plein et je préfère regarder la moitié pleine. Pleine d'hommes et de femmes qui se prennent en charge, qui refusent l'abattement et qui partout réalisent des choses extraordinaires. Je sais qu'*"un autre monde est possible"*, que la solidarité existe et qu'il ne faut jamais désespérer de l'aventure humaine. Je sais qu'il y a des pays qui "émergent", que la mortalité infantile recule dans le Tiers-Monde et que l'éducation y progresse. Je sais que des micro-réalisations permettent à des millions d'hommes, de femmes et d'enfants de connaître une vie un peu meilleure. Je sais que le commerce équitable aide des millions de familles à sortir la tête de l'eau et à vivre dans la dignité.

Je refuse les perspectives anxiogènes et mortifères dans lesquelles les oiseaux de mauvais augure veulent nous enfermer et qui ne peuvent que nous amener à baisser les bras.

Certes, il faut être lucides et ne pas nous laisser engourdir dans un optimisme béat, mais il faut tout autant rejeter la sinistrose démobilisatrice.

C'est pourquoi je me sens en accord avec des gens comme Michel-Edouard Leclerc qui rejette l'idée d'une "éco-citoyenneté triste", comme Pierre Rahbi qui au lieu de décroissance préfère parler de "sobriété heureuse", comme Tristan Lecomte qui veut pratiquer un "militantisme jubilatoire".

Et c'est pourquoi je vous souhaite à toutes et à tous de très joyeuses fêtes.

Yves de KERMEL

LA VIE de VAR EQUITABLE

Depuis notre assemblée générale extraordinaire, le groupe Communication travaille d'arrache-pied pour mettre au point divers outils de communication prenant en compte notre nouvelle appellation : affiches, prospectus, voile de signalétique, cartes d'adhérent, papier à lettres...

La presse locale (Var-Matin, la Marseillaise, France-Bleu Provence, RCF) s'est largement fait l'écho de notre nouvelle identité et des projets qui sont les nôtres (voir notre site www.var-equitable.org)

Nous avons poursuivi en novembre nos activités traditionnelles, avec notamment quelques interventions en milieu scolaire réalisées par Hélène GOLLENTZ.

Nous avons participé aux Rencontres éco-citoyennes organisées avec beaucoup de dynamisme et de savoir-faire par notre amie Magali TOUITOU. Cette journée a connu un succès bien mérité.

Le 17 novembre, nous avons animé une séance de sensibilisation au commerce équitable pour les associations membres de l'Union Diaconale du Var, dans le cadre d'une journée sur l'économie solidaire et le samedi 21, nous étions toute la journée sur le port de Toulon où nous avons servi "*un petit café pour une grande cause*". Grâce notamment à la Fête du Livre et à l'escale d'un gros bateau de croisière, nous avons vu passer beaucoup de monde et eu quelques contacts intéressants. Merci aux bénévoles qui se sont mobilisés ce jour-là pour se relayer sur notre stand.

Plusieurs adhérents de Var Equitable ont également donné un coup de main apprécié pour l'exposition Haïti organisée par Bertrand ADELUS dans les locaux de la Mutuelle Verte. Ecco Mondo a régélé le public lors du cocktail qui a accompagné le vernissage.

Le mardi 24, une trentaine de personnes ont assisté à la conférence que la paroisse catholique du Mourillon nous avait demandé de donner : auditoire attentif, nombreuses questions.

Des nouvelles de nos adhérents

Dracénie Solidarités

Dracénie Solidarités, antenne territoriale de l'Union Diaconale du Var (UDV), est une association loi de 1901 créée en 2006. Elle développe des projets de lutte contre l'exclusion sociale.

Dans le local abri des familles situé devant le centre pénitentiaire de Draguignan, l'association apporte soutien et écoute aux familles et aux proches de détenus.

Elle va par ailleurs ouvrir en 2010 une épicerie solidaire.

Si vous souhaitez vous engager dans Dracénie Solidarités, contacter la coordonnatrice : Martine FLORET au 06 59 97 83 68 ou par mail (infodrasoli@yahoo.fr).

Une adhérente du bout du monde nous écrit

Nous avons reçu d'Elisabeth GIMENEZ le petit message suivant :

“Vos articles nous arrivent jusque dans l’océan indien; les cinq continents y sont représentés dans les populations mais fort peu dans le commerce équitable et pour cause !!!, Ici il n’y a que l’import des produits commerciaux internationaux traditionnels!!!, dans les grandes surfaces françaises connues , les gondoles n’ont pas d’équitable, ou si peu et personne ici ne sait de quoi il s’agit précisément, il y a du développement durable à pratiquer impérativement dans cette région de la terre de France du bout du monde, et dans les îles des Mascareignes. Maurice, Réunion, Mayotte, Seychelles, Madagascar et les autres plus petites... qui sont un peu anglaises, avec l’ex comptoir des Indes. Ici il y a beaucoup à faire!!!!!! Covaceq = connecting people all over the seas. A bientôt de vous lire. “

TRUCS EN VRAC

Quatorze collectivités deviennent "territoires de commerce équitable"

Pilotée par *Artisans du Monde*, *Max Havelaar France* et la *Plateforme pour le Commerce équitable*, une campagne assez voisine de notre opération *Var Equitable* a été lancée en France cette année. C'est la déclinaison de la campagne "*Fair Trade Towns*" qui a déjà connu un très grand succès dans de nombreux pays (Grande-Bretagne, Suède, Belgique, Autriche...).

A l'occasion du Salon des Maires qui s'est tenu récemment, 14 collectivités, dont Paris, Lyon, Nantes ou Dijon, ont été reconnues "*territoires de commerce équitable*", ce qui encourage leurs efforts pour intégrer le commerce équitable dans leurs achats publics et pour promouvoir cette forme d'économie sociale et solidaire sur leurs territoires.

"On voit beaucoup de collectivités de bords politiques différents s'engager sur ce sujet" apprécient les membres du jury. Les promoteurs de cette campagne nous ont approchés pour évoquer la complémentarité de nos approches. A suivre.

De bons exemples

Les restaurants du Musée du Quai Branly et de la Maison de l'Amérique Latine ont intégré à leurs cartes de façon pérenne de nombreux produits issus du commerce équitable.

Une campagne du collectif *Ethique sur l'étiquette*

« Derrière les déclarations rassurantes, derrière les codes affichés de bonne conduite...que font les enseignes de la grande distribution pour s'assurer du respect des droits de l'Homme au travail dans les pays où elles s'approvisionnent ? Pour répondre à cette question, le collectif *Ethique sur l'étiquette* a décidé d'examiner leurs pratiques d'achat.

Pour se rendre compte que les actes contredisent, une fois de plus, les paroles. Au quotidien, les entreprises de la grande distribution mettent en œuvre des pratiques d'achat irresponsables dont les conséquences affectent lourdement les conditions de travail des ouvriers dans les pays producteurs. Ces pratiques d'achat font la part belle aux flux tendus, aux délais déraisonnables, aux prix indécents...qui se traduisent ensuite, en bout de chaîne, par des salaires de misère, des heures supplémentaires obligatoires et non payées, des conditions d'hygiène et de sécurité déplorables...

Pour caractériser cela, prenons cette pratique courante des entreprises de la grande distribution : l'enchère inversée. Une enseigne souhaite vendre deux cent mille tee-shirts. Elle lance une procédure où celui qui acceptera le marché au prix le plus bas sera couronné. Au final, les ouvriers dans les pays d'approvisionnement paieront l'addition ! C'est la course au moins-disant social.

La campagne qui commence à l'automne portera sur un double enjeu. D'une part, sensibiliser nos concitoyens sur les pratiques d'achat de la grande distribution ; d'autre part, faire pression sur ces enseignes afin qu'elles progressent dans leurs pratiques.

En France, cette campagne s'adressera aux enseignes Carrefour, Casino, Auchan et Leclerc. »

Dérèglement climatique **Les acteurs du commerce équitable s'engagent**

(communiqué de la Plateforme française pour le commerce équitable du 26/10/2009)

La Plate-Forme pour le Commerce Équitable a la conviction que protection de l'environnement et développement humain sont deux questions indissociables. Les paysans et travailleurs du Sud, déjà pour la plupart en situation précaire, sont les plus vulnérables aux changements climatiques. Le GIEC (Groupement Intergouvernemental des Experts sur le Climat) estime à 200 millions le nombre de réfugiés climatique d'ici 2050 et la FAO annonce que les pays en développement pourraient voir leur productivité agricole chuter de 9 à 21 %. Aujourd'hui déjà les conséquences se font sentir : 26 millions de personnes déplacées ont dû quitter leurs habitations à cause de catastrophes naturelles liées au changement climatique. Outre les menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire, la situation des réfugiés climatiques, qui ne sont protégés par aucun statut, laisse présager une augmentation sans précédent des conflits.

Les acteurs de commerce équitable se mobilisent pour atténuer les effets du dérèglement du climat sur les petits producteurs. En soutenant l'agriculture paysanne dans les pays du Sud, le commerce équitable contribue à limiter les émissions de gaz à effet de serre. Les engagements économiques, sociaux et environnementaux du commerce équitable encouragent des pratiques agricoles garantes de la protection de l'environnement à des conditions rémunératrices pour les petits producteurs. Par ailleurs, la stabilité des revenus générée par le commerce équitable ainsi que le renforcement des compétences organisationnelles et techniques des organisations de producteurs leur permettent de développer des stratégies d'adaptation aux effets du changement climatique. Au-delà de ces pratiques des acteurs du commerce équitable, ce sont les règles du commerce mondial qu'il faut changer pour donner les moyens aux producteurs au Sud, comme au Nord, de vivre dignement de leur travail dans un environnement préservé.

Un accord climatique ambitieux à Copenhague est donc crucial ! La PFCE et ses membres soutiennent une limitation du réchauffement climatique à 2°C et une répartition équitable de l'effort de lutte contre le changement climatique entre les pays. Si les pays en développement doivent limiter la croissance de leurs émissions, cela ne doit pas compromettre leur développement social et économique. En plus de leurs propres engagements de réduction d'émissions, un soutien technique, financier et juridique des pays industrialisés vis-à-vis des pays en développement est aussi primordial afin de leur permettre de réduire leurs émissions et de s'adapter aux conséquences du changement climatique dont ils sont les premières victimes. C'est une question de justice climatique : les pays développés ont une responsabilité historique et doivent ainsi replacer l'équité au centre des négociations !

La polémique continue...

A la suite d'une interview de Christian JACQUIAU parue dans *Le Point* du 29 octobre, l'association *Max Havelaar*, qui était comme d'habitude attaquée par ce monsieur, a adressé au magazine une réponse où elle relève les contre-vérités énoncées par l'auteur. Nous avons pour notre part envoyé au *Point* le billet suivant :

"Depuis plusieurs années, M. Jacquiau crache son venin contre Max Havelaar et contre les acteurs du commerce équitable qui interviennent dans la grande distribution. Cela appelle 3 remarques de ma part :

- 1°) il y a 2 ou 3 ans, lors d'un débat entre Tristan Lecomte et Christian Jacquiau, le PDG d'Alter Eco avait demandé à ce dernier s'il était déjà allé dans le Tiers-Monde voir une coopérative de petits producteurs faisant du commerce équitable. Jacquiau avait bien dû reconnaître qu'il n'y avait jamais mis les pieds...

- 2°) *ce monsieur qui crache contre les grandes surfaces vend cependant ses livres à la FNAC !*
- 3°) *Surtout, quand on sait que le commerce équitable représente moins de 1% du commerce mondial, on ne peut s'empêcher de penser que M. Jacquiau ferait mieux d'utiliser son temps, son argent et son énergie à lutter contre les 99% inéquitables plutôt que de critiquer méchamment ceux qui, avec sans doute parfois des imperfections mais avec beaucoup d'honnêteté, de dévouement et d'efficacité, cherchent à construire un monde un peu plus solidaire."*

REVUE DE PRESSE

Colombie : la fièvre de l'or équitable

(Le Monde magazine du 30 octobre)

Dans l'Etat de Choco, des communautés d'orpailleurs ont choisi la voie du commerce équitable pour contrer l'exploitation intensive de l'or et assurer leur propre développement. Respectueuse de l'environnement et socialement responsable, leur production a permis l'essor d'une joaillerie éthique.

Alors que depuis 400 ans, les Afro-Colombiens tirent des ressources complémentaires importantes de l'orpaillage, un beau jour, la route est arrivée, avec ses chercheurs de fortunes. Ces travailleurs migrants, équipés de machines, prirent illégalement possession des terres et introduisirent le mercure dans une région qui n'en utilisait pas. *« Après le passage des engins, les terres, laminées, ne valent plus rien. Les gens sont alors forcés de partir vers les villes. L'exploitation intensive et illégale a fini par créer un appauvrissement général, alors que les techniques traditionnelles correspondaient à un mode de vie durable. »*

C'est pour faire cesser ce cauchemar qu'en 2003, une initiative originale a vu le jour. Dans ce programme appelé *Oro Verde* (Or Vert), 1300 orpailleurs s'engagent à ne pas utiliser de mercure et à réhabiliter leurs terres, selon la méthode ancestrale. Or et platine sont ensuite achetés aux mineurs avec une surprime de 2% par rapport au prix du marché. En contrepartie, le programme tente de dégager de la valeur en éliminant un maximum d'intermédiaires. Les métaux sont ainsi raffinés en Colombie et revendus 15% plus cher. Cette marge, appelée *« premium »*, sert aux investissements productifs ou sociaux.

Avec une production effective de 6 kg par an, fournir artisanalement les 22 joailliers partenaires d'Oro Verde n'est pas évident. Et l'or équitable se heurte à de puissants intérêts. Mais en démontrant qu'il est possible de produire un or labellisé, le programme a suscité un immense espoir chez les mineurs sud-américains. En Bolivie, au Pérou, en Equateur, des coopératives prennent possession des mines souterraines qu'elles exploitent de manière responsable.

L'ARM (Association pour des Mines Responsables) milite pour l'expansion de cette nouvelle filière. *« Nous sommes en négociations avancées avec la Fair Trade Labelling Organization (FLO), dont fait partie le label Max Havelaar, afin qu'un label « fair mined » (extraction équitable) apparaisse en 2010. »*

L'idée d'un « salaire équitable » mondial gagne du terrain

(*La Croix* du 30 octobre 2009)

ONG, chercheurs, syndicats et entreprises réfléchissent à l'élaboration d'un salaire non seulement minimum, mais aussi équitable. Pour International Labor Rights Fund, le salaire minimum devrait par exemple permettre aux travailleurs de subvenir à leurs besoins de base, mais aussi d'améliorer leurs conditions de vie et d'aider leur famille à vivre. Concrètement, le salaire minimum pourrait être un pourcentage (par exemple 40%) du PIB par habitant de chaque pays.

Pour la plupart des ONG et organisations syndicales représentées, le dialogue social, la limitation de la durée de travail hebdomadaire, du nombre d'heures supplémentaires, voire l'ajustement des salaires à l'inflation ou à la performance de l'entreprise, devraient aussi figurer dans ce concept de « salaire équitable ».

Quel avenir pour le commerce équitable ?

(site de *La Ligue de l'Enseignement* octobre 2009)

Le commerce équitable a le vent en poupe : des taux de croissance à deux chiffres, une notoriété désormais bien établie, une légitimité reconnue par les consommateurs et par les pouvoirs publics. Mais ce succès a son revers : les polémiques entre acteurs, inévitables dans des cercles militants où l'on aime discourir et refaire le monde, ont été relayées par différents ouvrages qui ont instruit le procès des principaux opérateurs.

La Ligue de l'enseignement est membre de la Plate-forme pour le commerce équitable (PFCE), mais elle n'a pas vocation à jouer les arbitres. En revanche il nous est apparu important d'éclairer les enjeux et les tensions qui traversent ces mondes militants, ne serait-ce que pour aider nos propres adhérents à y voir plus clair, à démêler les débats et les tensions qui animent ce monde en pleine évolution.

Cette ambition est précisément ce qui nous a conduits à adhérer à la PFCE : le modèle du commerce équitable met en jeu l'idée d'une consommation éclairée, consciente de ses conséquences, qui est très proche de notre conception de la citoyenneté. L'idée d'éduquer les consommateurs rejoint également, sur un mode original mais en prise avec les réalités d'aujourd'hui, le projet d'éducation populaire porté par la Ligue depuis ses origines.

Et il ne faut pas s'y tromper : si l'enjeu premier du commerce équitable est le soutien apporté aux producteurs du sud, l'action menée au nord n'en est pas moins porteuse de sens. Nos comportements de consommateurs sont aussi structurants que notre travail : c'est aussi en consommant que nous façonnons le monde qui nous entoure, et que nous nous définissons nous-mêmes. Or ces comportements sont conditionnés par le marketing et la publicité, enfermés dans des choix contraints, isolés de leurs conséquences sociales. Nous consommons à l'aveugle, et c'est tout un pan de notre rapport au monde qui se définit ainsi par cet aveuglement passif. Est-ce vraiment ce que nous voulons ?

Sortir de cette passivité est un enjeu fort. Un enjeu qui ne saurait rester le lot d'élites militantes éprises de pureté, qui ne devrait pas non plus être le geste élégant des plus aisés, amateurs de quinoa. Ce pourrait être au contraire l'une des clés d'une citoyenneté renouvelée. Le libre choix du consommateur peut être éclairé par une meilleure information. Cette information, les garanties qu'elle propose et les modèles pluriels qu'elle dessine peuvent être mis en débat, au sein des collectifs mais aussi dans la sphère publique et pourquoi pas dans l'agenda politique.

Les acteurs du commerce équitable rêvent de changer les règles du jeu. C'est un rêve militant qui pourrait se briser sur le roc de la régulation du commerce international : car il n'est rien de plus régulé que ces échanges et plus on les régule, plus on offre d'espace à ceux qui ont les moyens de peser, techniquement et politiquement, sur les instances de régulation. En revanche faire évoluer les pratiques, faire émerger des normes, contribuer à mettre en forme des préférences collectives mal représentées aujourd'hui sont des enjeux qui ont du sens.

AGENDA

- Mardi 1er décembre : soirée "Caraïbes" au Lycée hôtelier de Toulon
 - Jeudi 3 décembre : Rencontres Varoises de l'économie sociale et solidaire (stand et animation d'un atelier) à la Bourse du Travail à La Seyne.
 - Vendredi 4 décembre : exposition "Bénévoles au cœur des associations" dans le cadre de la Journée mondiale du Bénévolat
 - 11, 12 et 13 décembre : participation au colloque *Se nourrir aujourd'hui, nourrir la planète demain* organisé dans le cadre de la série "*Les Mystères du XXI^e siècle*" par la Ville de Saint-Tropez (autres intervenants : le maire de Barjac, José Bové, Edgar Pisani, Erik Orsenna...)
 - jeudi 17 décembre : séance plénière du Conseil de Développement de l'Agglomération Toulon-Provence-Méditerranée.
-